

24 février 2004

04.121

Motion du groupe libéral-PPN**Le RUN – une vision pour demain – quelles conséquences financières?**

La première fois que nous entendions parler du réseau urbain neuchâtelois (RUN), ce fut au printemps 2002 à travers le programme de législation du Conseil d'Etat.

Le RUN est l'un des grands axes développés par le gouvernement dans le cadre de sa volonté de choisir l'audace plutôt que le repli.

En notre qualité de parlementaires, nous ne sommes pas fermés d'emblée aux nouvelles idées, tout au contraire. Le débat doit avoir lieu et la population, en toute connaissance de cause, doit pouvoir se prononcer. Nous apprécions une vision à long terme et notamment une vision globale qui trop souvent fait défaut lors de la présentation de nouvelles demandes de crédits, qui inévitablement entraînent d'autres dépenses par la suite.

Ainsi, nous avons bien pris note de l'organisation de trois journées citoyennes qui justement donnent l'occasion à tous les acteurs concernés, y compris à la population, de clarifier les questions liées au RUN. Il s'agit d'une démarche intéressante et, dans la mesure de nos disponibilités, nous assisterons aux débats.

Or, ayant consulté avec intérêt le fascicule qui décrit les différents sujets qui seront traités lors des journées citoyennes, l'accent est mis sur une augmentation de l'attractivité du canton, une meilleure cohésion entre régions et sur un gain qui, à moyen terme, pourrait en résulter. Et dans le programme de législation, on nous indique:

... grâce au RUN, il sera notamment possible d'exploiter largement les synergies au sein de l'agglomération urbaine et entre les communes du reste du canton, en évitant la création de doublons et en éliminant ceux qui existent aujourd'hui.

Tout cela est parfait; cependant dans la logique "investir d'abord pour récolter après", ce qu'il nous manque, ce sont des indications claires, précises et chiffrées des engagements financiers que la réalisation du RUN impliquerait pour le canton.

Dans le souci de la transparence et pour permettre à chacun de juger en toute connaissance de cause, nous demandons au Conseil d'Etat d'inclure dans la publication diffusée suite aux journées citoyennes une planification chiffrée qui tienne compte non seulement des résultats des débats et des gains escomptés à moyen terme, mais également de tous les coûts et investissements nécessaires à la réalisation du RUN.

L'urgence est demandée.

Signataires: T. Humair, J.-M. Jeanneret, R. Burkhard, M. Amstutz, P. Golay, J.-F. de Montmollin, J. Walder, Ph. Bauer, E. Bernoulli, M. Surdez, C. Zweiacker, P. Castella, C. Untersee, M. Barben, A. Obrist, J. Martin, R. Walter, O. Mauler, J.-G. Béguin et O. Haussener.